



**Comité européen
des régions**

Rapprocher l'Europe de ses citoyens

**Priorités politiques du Comité européen des régions
pour 2020-2025**

Rapprocher l'Europe de ses citoyens

Priorités politiques du Comité européen
des régions pour 2020-2025



Les collectivités locales et régionales, représentées dans l'UE par le Comité européen des régions, ont toujours été l'épine dorsale de la démocratie européenne. La récente pandémie de COVID-19 a montré que les dirigeants locaux et régionaux sont l'élément moteur des sociétés locales, réagissant face à l'urgence et prenant la tête de la relance de l'UE. Rapprocher l'Europe de ses citoyens par le prisme de ses villages, villes et régions sera donc la mission première de notre Comité, qu'il réalisera selon trois grandes priorités.

Toutes les décisions doivent être prises au plus près des citoyens, conformément au principe de subsidiarité.

Cela suppose de mettre en valeur et de renforcer le rôle des collectivités locales et régionales dans l'Union.

La conférence sur l'avenir de l'Europe est l'occasion d'améliorer le fonctionnement de l'UE, par la mise en commun et le renforcement de pratiques éprouvées de participation de la société civile, développées par nos membres dans leurs circonscriptions respectives, et par la réforme du processus décisionnel de l'UE.

Nous continuerons également de veiller à ce que toute nouvelle législation européenne réduise la charge administrative et les coûts de mise en œuvre pour nos régions.

Toutes les décisions européennes devraient être prises compte tenu de notre engagement à faire face aux grandes transformations sociétales qui attendent nos villages, villes et régions.

Il s'agit, entre autres, des pandémies, des transitions écologique et numérique, des défis démographiques et des flux migratoires.

C'est en sortant de ces transitions ensemble et plus forts que nous serons en mesure de rester maîtres de notre avenir et de renforcer la résilience des collectivités locales.

Nous défendrons la cohésion comme valeur fondamentale de l'ensemble des politiques et programmes de l'Union européenne.

Favoriser la cohésion en Europe implique un ambitieux budget à long terme de l'UE, qui prévoit des fonds structurels et de cohésion et des investissements agricoles suffisants pour toutes les régions et villes.

Mais la cohésion n'est pas seulement une question d'argent: il s'agit d'une valeur qui stimule la croissance économique durable, crée des possibilités d'emplois à long terme pour tous, et aboutit à des politiques «territorialisées», adaptées au terrain, qui répondent aux besoins des citoyens.

Toutes nos priorités se traduiront par des campagnes de communication modernes et dynamiques, qui enverront un message fort sur la véritable valeur ajoutée de l'UE, de ses régions, villes et villages.

Pays-Bas

- 12 provinces
- 415 communes

Luxembourg

- 3 districts
- 12 cantons
- 106 communes

Allemagne

- 16 États fédérés
- environ 12 900 collectivités territoriales (295 arrondissements ruraux; villes-arrondissements, villes, communes)

Danemark

- 5 régions
- 2 régions à statut spécial: Îles Féroé et Groenland
- 98 communes

Suède

- 20 conseils de comté (dont 4 régions)
- 290 communes

Finlande

- 18 conseils régionaux
- 1 province autonome (Îles Åland, avec 16 communes)
- 313 communes

Estonie

- 15 provinces
- 226 communes (33 villes, 193 communes rurales)

Belgique

- 3 régions
- 3 communautés
- 10 provinces
- 589 communes

Irlande

- 2 assemblées régionales
- 8 collectivités régionales
- 29 comtés
- 5 villes
- 80 communes

France

- 13 régions (et 5 d'outre-mer)
- 102 départements
- 36 699 communes

Portugal

- 2 régions autonomes (Açores et Madère)
- 18 districts
- 308 communes
- 4 261 paroisses
- 2 zones métropolitaines (Lisbonne et Porto)

Espagne

- 17 régions autonomes
- 2 villes autonomes (Ceuta et Melilla)
- 50 provinces
- 8 116 communes

Italie

- 20 régions (15 ordinaires et 5 à statut spécial)
- 2 provinces autonomes (Bolzano et Trente)
- 107 provinces
- 15 zones métropolitaines
- 8 091 communes

Autriche

- 9 États fédérés
- 99 districts (dont 15 villes)
- 2 357 communes

Slovénie

- 12 régions
- 58 unités administratives
- 212 communes (dont 11 villes)

Malte

- 5 régions administratives réunissant les conseils locaux
- 16 communautés administratives
- 68 conseils locaux

Croatie

- 21 régions (dont la capitale Zagreb)
- 127 villes
- 429 communes rurales

Grèce

- 7 administrations décentralisées
- 13 régions
- 325 communes

Chypre

- 6 districts
- 39 villes
- 478 communes

Lettonie

- 5 régions
- 9 villes
- 110 communes

Lituanie

- 60 communes

Pologne

- 16 régions
- 379 districts
- 2 479 communes (villes et communes rurales)
- 65 communes à statut de district
- ville de Varsovie à statut spécial

République tchèque

- 14 régions
- 6251 communes

Slovaquie

- 8 régions autonomes
- 79 districts administratifs
- 2 922 communes

Roumanie

- 8 régions de développement
- 42 départements, dont la capitale Bucarest
- 103 agglomérations, 217 villes
- 2 853 communes rurales

Bulgarie

- 6 régions de planification
- 28 districts
- 264 communes
- 3 850 villages et arrondissements urbains

Hongrie

- 19 comtés
- 3 152 communes (3 128 villes et villages, 23 villes à statut de comté et la capitale, Budapest, avec 23 arrondissements)

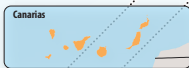


Table des matières



Avant-propos

8

Apostolos Tzitzikostas
Président du Comité européen des régions

10

Vasco Alves Cordeiro
Premier vice-président du Comité européen des régions

Trois priorités principales

14

1. Rapprocher l'Europe de ses citoyens:
la démocratie et l'avenir de l'UE

18

2. Faire face à des transformations sociétales fondamentales:
renforcer la résilience des collectivités régionales et locales

22

3. La cohésion, notre valeur fondamentale:
des politiques de l'UE territorialisées

28

Le Comité européen des régions: de quoi s'agit-il?

30

Le président Olgierd Geblewicz
Groupe PPE

32

Le président Christophe Rouillon
Groupe PSE

34

Le président François Decoster
Groupe «Renew Europe»

36

Le président Władysław Ortyl
Groupe ECR

38

Le président Kieran McCarthy
Groupe AE

40

Les coprésidents Bernd Voß et Satu Haapanen
Groupe «Les Verts»

Messages des présidents des groupes politiques

Avant-propos





Apostolos Tzitzikostas

Président du Comité européen
des régions



 @CoR_President

Les crises économique, migratoire et pandémique ont montré que seules la mise en commun des ressources et la coopération peuvent permettre à l'Europe de servir au mieux les intérêts de ses citoyens. Chaque fois qu'elle a été confrontée à de nouveaux défis, l'Europe s'est appuyée sur les collectivités locales et régionales pour réagir et trouver des solutions pour nos citoyens.

La crise actuelle n'échappe pas à la règle. Son caractère inédit oblige l'Europe à faire preuve d'unité et de solidarité, en soutenant les efforts de son million de responsables politiques locaux et régionaux. La contribution des dirigeants locaux et régionaux est et sera essentielle pour arrêter la pandémie, continuer d'assurer la fourniture des services publics, protéger l'emploi, soutenir les PME et préparer le terrain pour la relance. Sauver des vies et notre économie passe par le soutien à toutes les collectivités locales.

Construire une Europe solidaire, résiliente et durable, qui soit plus proche des citoyens, constituera notre principale priorité au cours des cinq prochaines années.



Pour y parvenir, nous nous attacherons tout spécialement à renforcer et à protéger la démocratie. Il est nécessaire de moderniser la démocratie européenne afin qu'elle réponde mieux aux besoins des citoyens. La conférence sur l'avenir de l'Europe est l'occasion de susciter le changement, en renforçant le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans l'UE. Nous continuerons de défendre, à l'échelon local, l'Europe et ses valeurs fondamentales, notamment la liberté d'expression, l'égalité, les droits de l'homme et la liberté de circulation, qui sont cruciales pour l'avenir de la démocratie.

Par ailleurs, nous devons réorienter les efforts de l'UE afin d'aider toutes les villes et régions à s'adapter aux transformations majeures qu'elles connaissent aujourd'hui. Il s'agit notamment de veiller à ce que l'Union soutienne les mesures qu'elles ont prises pendant la crise ainsi que leurs plans de relance après la pandémie. En outre, l'Europe ne doit pas perdre de vue l'urgence climatique, les changements démographiques, les migrations et la numérisation. Tous ces défis exigent une approche européenne cohérente, intégrée et locale, qui soutienne chaque citoyen. La manière dont l'Europe réagira à ces transformations et sortira de la pandémie sera déterminante pour l'avenir de l'Union européenne.

Enfin, la cohésion, valeur fondamentale, doit être renforcée et guider l'avenir de l'Europe. En ces temps incertains, la cohésion sociale, économique et territoriale entre les régions, les villes et les citoyens est nécessaire, non seulement pour préserver l'avenir à long terme de l'économie européenne, mais également pour démontrer la force de l'Union. Celle-ci doit fournir des fonds régionaux et agricoles suffisants, mais elle doit aller plus loin encore. La cohésion doit être placée au cœur de ses priorités, de ses politiques et de ses programmes, de manière à lier les communautés de l'Europe.



Pour garantir l'avenir de ses citoyens, il s'impose de toute urgence que l'Europe s'unisse, réagisse et investisse dans chacune de ses régions et villes. Aujourd'hui, plus que jamais, l'Union européenne doit mobiliser toutes ses ressources, moderniser son architecture démocratique et institutionnelle, et montrer qu'elle est au service de chaque collectivité locale et de chaque citoyen.

Apostolos Tzitzikostas

Président du Comité européen des régions

Gouverneur de la région de Macédoine centrale, Grèce

Vasco Alves Cordeiro

Premier vice-président du Comité
européen des régions



 @VascoCordeiro3

Après la longue et difficile reprise qui a suivi la crise financière, la lutte contre la COVID-19 et ses effets globaux adresse un nouvel avertissement aux dirigeants européens, leur rappelant la nécessité d'une Europe plus forte et plus juste, d'une Union plus solide et d'une autre manière de travailler pour obtenir de meilleurs résultats. Seules la solidarité entre tous les niveaux et une action commune peuvent nous permettre de surmonter les difficultés auxquelles les États membres et les régions ne sauraient faire face seuls. Dans l'intérêt du projet européen lui-même, il est essentiel de garder à l'esprit que les citoyens n'attendent pas seulement de l'Europe qu'elle agisse en leur nom. Je suis convaincu que, face à un défi d'une telle envergure, les citoyens attendent également de l'UE qu'elle guide notre action, en apportant des réponses efficaces, rapides et visibles aux nombreuses questions que soulève cette pandémie.

Il n'y a pas d'Union sans cohésion. Les disparités de développement entre les régions et entre les États membres demeurent considérables



et apparaîtront encore davantage au moment de gérer les effets de la pandémie. L'UE doit soutenir le développement régional afin d'être en mesure de lutter contre les inégalités et les disparités sociales, économiques et territoriales, et de fournir le soutien dont ses citoyens ont besoin et qu'ils réclament. C'est pourquoi, en tant que responsables politiques locaux et régionaux, nous plaçons en faveur d'un budget européen solide et décentralisé, doté de ressources supplémentaires consacrées aux priorités nouvelles et émergentes dans les secteurs de la santé, du climat et de la migration. Nous demandons également une révision des règles budgétaires afin de soutenir un investissement public fort et des services publics efficaces aux échelons local et régional. La politique de cohésion est le cadre idéal pour instaurer la reprise économique et sociale dont l'Europe a besoin afin de retrouver sa position de premier plan au niveau mondial. Cela nous permettra de construire une Europe plus progressiste et plus durable qui se soucie de ses citoyens et de son environnement.

Quelle que soit sa situation géographique, sa taille ou sa richesse, chaque région et ville du continent devrait faire partie du projet

européen, et il en va de même pour les endroits les plus éloignés, car chaque citoyen compte. Ces villes et régions constituent la base démocratique sur laquelle les dirigeants de l'UE



doivent rebâtir l'Europe, en coopérant avec plus d'un million de responsables politiques locaux et régionaux élus par les citoyens de l'Union. Lors de chaque crise, ils sont au premier plan pour soutenir nos citoyens et devraient donc être pleinement associés au travail quotidien de l'UE. **Notre mission est de rapprocher l'Union européenne de ses citoyens et de leurs lieux de vie: les villes et les régions.**

Vasco Alves Cordeiro
Premier vice-président du
Comité européen des régions
Président du gouvernement
régional des Açores, Portugal



Priorités

**La cohésion, notre valeur
fondamentale:**
des politiques de l'UE territorialisées



Rapprocher l'Europe de ses citoyens:
la démocratie et l'avenir de l'UE



**Faire face à des transformations
sociétales fondamentales:**
renforcer la résilience des collectivités régionales
et locales

Rapprocher l'Europe de ses citoyens: la démocratie et l'avenir de l'UE



Repenser le fonctionnement actuel de la démocratie

Notre principale priorité est de rapprocher l'Europe de ses citoyens et de renforcer la démocratie à tous les niveaux de gouvernement. L'objectif est d'améliorer le fonctionnement de l'UE, en veillant à ce que ses politiques et programmes répondent aux besoins réels des citoyens. Nous devons moderniser l'Union européenne afin qu'elle pourvoie plus efficacement aux besoins de la population.



Liberté

Démocratie locale

**Valeurs fon
et identit**

*Coopération avec les
principales familles
politiques de l'UE*

*Relations avec les
réseaux régionaux/
locaux, associations et
bureaux bruxellois*

*Coopération avec les
pays de l'élargissement
et les voisins de l'UE*

**Confiance des citoyens envers le
million de dirigeants locaux et
régionaux de l'UE**

*Conférence sur l'avenir de
l'Europe*

*Synergies entre les parlements
régionaux, nationaux et européen*

*Relations interinstitutionnelles
au sein de l'UE*

**Améliorer l'architecture
démocratique de l'UE**



**Fondamentales
vales de l'UE**

État de droit

*Droits de l'homme
et égalité*



Rapprocher l'Europe de ses citoyens: la démocratie et l'avenir de l'UE

**Dialogue avec les responsables
politiques locaux et régionaux**

Dialogues locaux

*Accroître la participation
des femmes à la vie
politique*

*Jeunes politiciens élus
au niveau local*

*Écouter les citoyens et
leur répondre*

*Baromètre local et
régional annuel*

*Suivi de la
démocratie locale*

*Une approche fondée
sur des preuves*

*S'adresser aux
acteurs de terrain*

**Une démocratie à trois dimensions:
européenne, nationale et
régionale/locale**

**Amélioration de la législation
européenne: «Prêts pour l'avenir»**

Subsidiarité

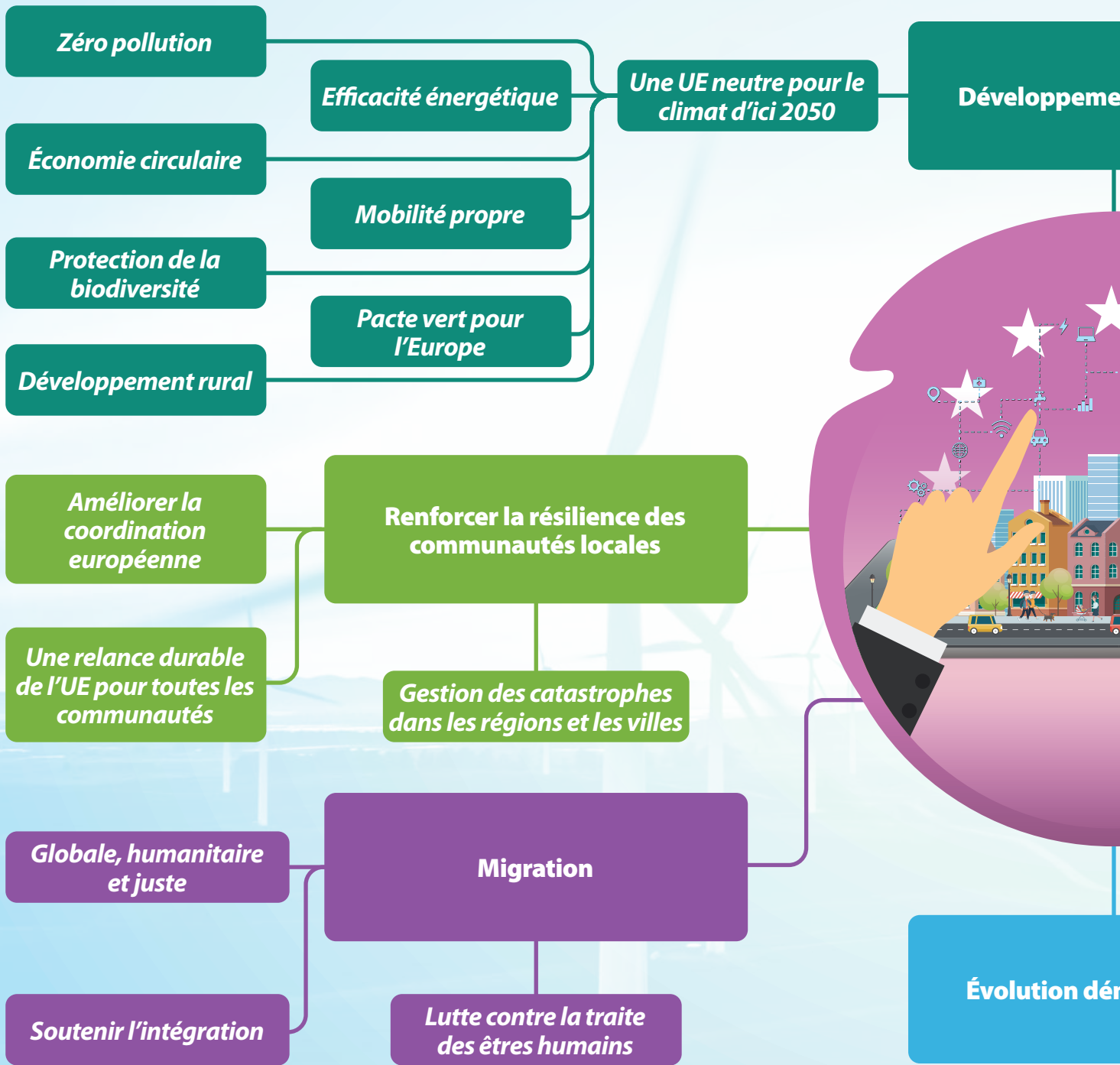
Faire face à des transformations sociétales fondamentales: renforcer la résilience des collectivités régionales et locales



Faire face aux grandes transformations sociétales que connaissent aujourd'hui nos villages, villes et régions

Les pandémies, les transitions climatique, numérique et démographique ainsi que les flux migratoires à l'œuvre dans le monde ont un impact profond sur chaque région, ville et village d'Europe. En nous fondant sur les objectifs de développement durable des Nations unies, nous trouverons des solutions pour veiller à ce que l'UE aide suffisamment les collectivités locales et régionales à faire face aux futures situations d'urgence et à s'adapter aux transformations sociétales que connaissent leurs citoyens.





Transition écologique

Croissance durable

Sensibilisation mondiale à la biodiversité et au changement climatique

Faire face à des transformations sociétales fondamentales: renforcer la résilience des collectivités régionales et locales

Démographique

Gestion du vieillissement et du déclin démographique ainsi que du dépeuplement

Fuite des cerveaux

Emplois de qualité, droits sociaux et équilibre entre vie professionnelle et vie privée

Des régions et des villes numériques dans l'UE

Éducation, formation et compétences

Remédier à la fracture numérique

Infrastructures et connectivité

Services publics numériques et incitations pour les entreprises locales

Déploiement de la 5G aux niveaux local et régional

Objectifs de développement durable des Nations unies



La cohésion, notre valeur fondamentale: des politiques de l'UE territorialisées



Mettre l'UE au service de ses citoyens et de leurs lieux de vie

Notre troisième priorité sera de veiller à ce que la cohésion économique, sociale et territoriale soit favorisée et respectée dans l'ensemble des politiques de l'Union européenne qui touchent les personnes et leurs lieux de vie (ce que nous appelons les politiques «territorialisées»). Nous mettrons ainsi en évidence la valeur ajoutée de la cohésion, non seulement en tant que politique, mais aussi en tant que valeur fondamentale devant sous-tendre toutes les politiques de l'UE. La cohésion n'est pas une question d'argent, mais notre valeur fondamentale.



Alliance pour la cohésion
#CohesionAlliance

Une mobilité intelligente

Pour l'ensemble des régions et des villes

Comblant la fracture entre zones urbaines et rurales

Solidarité, responsabilité et efficacité

Politique de cohésion

Développement rural

Ressources de l'UE

Innovation et esprit d'entreprise

Coopération transfrontière

Renouvellement de la gouvernance économique européenne

Des investissements européens adéquats

Investir dans des transports durables dans toute l'UE

Adapter les économies locales

Mettre en exécution l'ajoutée de la coopération quotidienne



Attirer des investissements privés

**La cohésion, notre valeur fondamentale:
des politiques de l'UE territorialisées**

**Lutte contre les disparités
en Europe**

**Gouvernance et partenariat à
plusieurs niveaux**

**Simplification des politiques
de l'UE**

**Arguer la valeur
de la cohésion dans le
discours des citoyens**



Le Comité européen des régions





Le Comité européen des régions: de quoi s'agit-il?

Nous sommes un organe institutionnel de l'Union européenne. Nos membres sont des élus, présidents de régions, conseillers régionaux, maires ou conseillers municipaux, responsables par la voie du suffrage démocratique devant les citoyens.

COMPOSITION

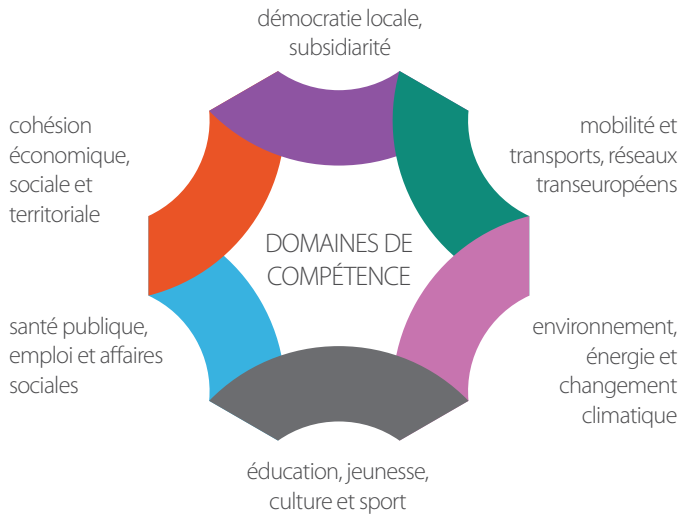


329
membres



27
États membres

DOMAINES DE COMPÉTENCE



3 PRINCIPES ESSENTIELS



Proximité avec les personnes



Gouvernance à plusieurs niveaux



Subsidiarité

Le président
Apostolos Tzitzikostas

Construire une Europe solidaire, résiliente et durable, qui soit plus proche des citoyens, constituera notre principale priorité au cours des cinq prochaines années.

Le premier vice-président
Vasco Alves Cordeiro

Notre mission est de rapprocher l'Union européenne de ses citoyens et de leurs lieux de vie: les villes et les régions.

6 groupes politiques



REPRÉSENTANT



± 1 Million
de responsables politiques
locaux et régionaux

± 300
régions

± 90 000
collectivités locales

± 447 Millions
de citoyens de l'UE

COMMISSIONS

6 commissions (groupes de membres) élaborent des projets d'avis ou de résolution à soumettre à l'Assemblée plénière.

Politique de cohésion territoriale et budget de l'UE (COTER)



Environnement, changement climatique et énergie (ENVE)

Politique économique (ECON)



Citoyenneté, gouvernance, affaires institutionnelles et extérieures (CIVEX)

Ressources naturelles (NAT)



Politique sociale, éducation, emploi, recherche et culture (SEDEC)

PLATEFORMES ET RÉSEAUX

Partenariat oriental



Assemblée euro-méditerranéenne

Plateforme de suivi Europe 2020



Plateforme multipartite sur les ODD

Réseau de monitoring de la subsidiarité



Convention des maires

Atlas de la coopération décentralisée pour le développement



Groupement européen de coopération territoriale

Réseau de pôles régionaux



Villes et régions pour l'intégration

6

SESSIONS PLÉNIÈRES



Les membres du CdR se réunissent en session plénière à Bruxelles pour voter et adopter des avis.

Olgierd Geblewicz

Président du groupe PPE



 @EPP_CoR
eppcor.eu

Les cinq prochaines années seront une période très dynamique pour les régions d'Europe et pour la démocratie européenne. Le groupe PPE au CdR soutiendra la présidence dans ses travaux visant à obtenir des résultats concrets concernant les priorités que nous définissons aujourd'hui ainsi que les nouveaux défis auxquels le CdR et ses membres pourraient être confrontés au fil du temps.

Notre vision pour les cinq prochaines années consiste à faire des citoyens la pierre angulaire de la démocratie européenne. Pour cela, nous devons mettre en place des mécanismes durables de consultation des citoyens au niveau local tout en renforçant la subsidiarité dans l'UE, afin que nous puissions transformer leur contribution en pouvoirs décisionnels. Au cours des deux premières



années du mandat, nous devrions tirer parti de la dynamique de la conférence sur l'avenir de l'Europe pour promouvoir les priorités à long terme émanant de nos villes et de nos régions. Des dialogues locaux avec les citoyens, accompagnés d'un retour d'information structuré et d'une interaction plus étroite avec les parlements régionaux et les autorités locales, nous aideront à façonner les politiques européennes sur la base de faits vérifiés en fonction des réalités du terrain.

Notre contribution aux travaux législatifs se concentrera sur les principaux défis auxquels sont aujourd'hui confrontées les régions de l'UE: parvenir à la neutralité climatique, tirer le meilleur parti de la transition numérique, faire face aux pandémies mondiales et renforcer la résilience face au déclin démographique. Toutefois, pour faire en sorte de promouvoir une Union qui améliore la vie des citoyens, soutienne nos économies locales et crée de nouvelles possibilités d'emploi en période

de changement, nous avons besoin de souplesse dans nos programmes politiques et dans la politique de cohésion de l'UE. Les difficultés engendrées par la pandémie de coronavirus, qui ont une incidence considérable sur les économies nationales, européennes et internationales, ont également montré à quel point des communautés locales fonctionnelles et efficaces sont importantes pour garantir la réponse aux besoins de la vie quotidienne, les soins primaires et la fiabilité des infrastructures locales. Nous pouvons y parvenir en intensifiant les consultations et les actions communes avec d'autres groupes politiques pro-européens partageant les mêmes valeurs que nous, ainsi qu'avec les autres institutions de l'UE.

En tant que responsables politiques régionaux et locaux élus, nous sommes également chargés de transmettre une image réaliste des politiques de l'UE à l'intérieur et au-delà de nos circonscriptions. Pour que nos travaux soient couronnés de succès, il est crucial d'attirer l'attention des médias locaux et régionaux sur les réussites de l'UE et de promouvoir la solidarité et le soutien mutuel entre ses régions.

Olgiert Geblewicz

Président du groupe du Parti populaire européen (PPE)

Maréchal de la voïvodie de Poméranie occidentale, Pologne



Christophe Rouillon

Président du groupe PSE

 @PES_CoR

pescor.eu

Bon nombre des 120 000 villes et régions de l'Union européenne sont dirigées par des maires et des présidents progressistes, socialistes et sociaux-démocrates. Pensez à des capitales telles que Berlin, Bruxelles ou Budapest. Pensez aux nombreuses régions d'Allemagne, d'Espagne ou de France, et à des régions plus éloignées telles que les Açores au Portugal. Pensez aux petites municipalités, périurbaines ou rurales, comme la miennne. Notre rôle en tant que groupe du Parti socialiste européen est de leur donner la parole et de coopérer avec elles pour créer une Union européenne plus durable, juste et inclusive qui ne laisse de côté aucune personne, aucun territoire.

Nous vivons une période difficile. La crise du coronavirus n'a fait qu'exacerber des problèmes pressants qui existaient déjà, tels que l'urgence climatique et écologique, la croissance des inégalités sociales, la transformation du travail et la numérisation, l'absence de perspectives pour



de nombreuses personnes et le sentiment très répandu que les citoyens sont démunis. Les villes et les régions ont un rôle très important à jouer pour relever ces défis. Avec notre devise «penser à l'échelle mondiale et agir au niveau local», notre groupe, fort de ses quelque deux cents élus, défend un programme politique inspiré des 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Nous souhaitons que le Comité européen des régions formule des propositions solides dans le cadre de ce mandat, notamment en ce qui concerne la durabilité, la politique de cohésion, le logement, la transition énergétique, la protection des travailleurs, la transformation et les droits numériques, afin d'aider les collectivités locales et régionales et l'UE à progresser sur la voie du développement durable. Cela requiert également de faire preuve d'audace en ce qui concerne le cinquième ODD relatif à la réalisation

de l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'émancipation des femmes et des filles.

Nous pouvons faire de la crise que nous traversons aujourd'hui une chance si nous avons le courage de construire un nouvel avenir pour nos communautés. À cette fin, un «pacte vert», associant pleinement les collectivités locales et régionales, sera crucial. En effet, leurs compétences et leurs ressources sont indispensables pour assurer une transition juste.

Nous défendrons également l'idée d'un rôle plus politique pour le Comité européen des régions. Plus que jamais, le Comité doit faire entendre la voix des territoires au sein des institutions de l'UE et contribuer à façonner l'avenir de l'UE, notamment par l'intermédiaire de la conférence sur l'avenir de l'Europe et des dialogues avec les citoyens. Toutefois, quel que soit le contexte ou la crise que nous connaissons, notre ligne de conduite constante sera de défendre une intégration européenne plus poussée, fondée sur la subsidiarité, la solidarité et une adhésion inconditionnelle aux valeurs et aux libertés fondamentales de l'Europe.

Christophe Rouillon

Président du groupe du Parti socialiste européen (PSE)

Maire de Coulaines, France



François Decoster

Président du groupe « Renew Europe »



 @RenewEuropeCoR
reneweurope-cor.eu

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les failles qui affectent le fonctionnement de nos sociétés et de notre Union. Dans le même temps, elle nous offre une chance.

Nous devons veiller à ce que chaque étape que nous franchissons nous conduise vers une société plus forte et plus unie. Pour y parvenir, nous nous concentrerons sur la création d'un cadre approprié pour une relance verte, intelligente et inclusive.

Une relance qui nous maintienne sur la voie vers la neutralité climatique, en mettant en œuvre le pacte vert de manière juste et financièrement favorable. Une transition verte vers une économie décarbonée, qui offrira de nouvelles possibilités aux entreprises et en matière d'emploi. Une transition qui devrait définir les conditions d'un nouveau type d'économie de marché, fondée sur une énergie sans carbone, l'égalité des chances



et une concurrence loyale qui prévient et combat les monopoles de toute nature (publics ou privés, quasi ou de fait), avec une réglementation adéquate pour protéger les plus vulnérables. Une transition qui facilite une politique industrielle territorialisée, aide les industries stratégiques, prévoit la requalification des travailleurs dont les emplois disparaissent, crée des emplois locaux durables, en particulier pour notre jeunesse, et stimule les PME. Une transition qui garantira l'équilibre de la biodiversité tout comme la protection et la bonne gestion de nos environnements, de nos zones urbaines et rurales, ainsi que de nos forêts. Une transition qui nous permettra de profiter de manière durable de l'ensemble de nos destinations touristiques européennes.

Une relance qui évalue l'évolution démographique et veille à ce que les futures décisions soient adaptées aux spécificités et besoins locaux, qui qualifie de stratégique

la production des équipements sanitaires et médicaux indispensables, et en vertu de laquelle la santé publique s'inscrit dans un réel partenariat efficace entre les responsables locaux, régionaux, nationaux et européens.

Une relance qui profite des grands progrès accomplis dans la numérisation des secteurs public et privé et qui va plus loin, en veillant à ce que le haut débit de qualité soit fourni à chaque ménage et aux plus petites entreprises et à ce que chaque citoyen, quel que soit son âge ou son sexe, bénéficie d'un enseignement lui apportant les compétences nécessaires pour améliorer l'accès aux services publics et privés. Une relance fondée sur l'état de droit, le renforcement de la démocratie locale, en ce qui concerne tant la participation citoyenne au moyen d'outils numériques que la qualité de la démocratie locale, exempte de corruption, inclusive dans sa prise de décision, avec des médias locaux libres et une société civile active, et dans laquelle les citoyens tirent pleinement parti des possibilités qui leur sont offertes par l'appartenance à l'UE.

François Decoster

Président du groupe «Renew Europe»

Maire de Saint-Omer

Membre du conseil régional des Hauts-de-France, France



Władysław Ortyl

Président du groupe ECR



 @ECR_CoR
web.cor.europa.eu/ecr

Au sein de notre groupe ECR, nous nous engageons en faveur d'une Europe plus prospère, sûre et décentralisée, dirigée par les communautés locales, en partenariat avec les gouvernements nationaux. Un gouvernement prend de meilleures décisions lorsqu'il est à l'écoute des citoyens et dépense l'argent des contribuables de manière responsable; c'est pourquoi nous mettons l'accent sur les principes de réalisme, de subsidiarité et de démocratie.

Dans les moments difficiles que nous traversons actuellement, nous devons donner la priorité au pragmatisme. Le groupe ECR représente un mouvement conservateur qui croit que, grâce à la coopération européenne dans des domaines clés, nous pouvons trouver de véritables solutions pour résoudre de vrais problèmes. C'est grâce à des politiques de bon sens et en respectant les souhaits exprimés par nos citoyens que nous pouvons trouver des solutions



qui contribuent à créer des emplois et à faire de l'Europe un lieu de vie plus sûr.

L'un des défis les plus persistants auxquels l'UE est confrontée aujourd'hui est la reprise économique après l'éclatement de la pandémie de COVID-19. Notre groupe préconise des actions concrètes marquées par l'esprit de solidarité: une aide financière pour les régions en difficulté, davantage de souplesse dans l'utilisation des fonds européens et la suppression des droits à l'importation de matériel médical. Nous avons également souligné que toutes les nouvelles politiques doivent tenir compte des réalités locales et régionales et veiller à ce que les mesures prises par l'UE ne portent pas atteinte à la souveraineté des États-nations ou des gouvernements locaux.

Il existe de très nombreuses différences fondamentales entre les pays et les régions d'Europe: la langue, la nationalité, le développement économique, les ressources

naturelles, le niveau de l'enseignement local, la géographie ou encore les revenus. C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus que seule une Union qui respecte la diversité et accorde la confiance à ses pays et à ses régions peut construire un avenir plus fort, qui améliore la vie des citoyens.

Les États membres et les régions peuvent trouver le modèle le plus adapté pour gérer l'ensemble des questions allant des politiques fiscales à la création d'emplois, permettant aux jeunes de rester dans leur région d'origine et de fonder une famille. En ce qui concerne les autres enjeux qui nécessitent une coopération au niveau de l'UE, nous estimons qu'il est clairement nécessaire de disposer d'une Europe forte dans des domaines tels que la cohésion territoriale, la recherche scientifique, l'agriculture et le marché unique. Nous proposons une vision alternative audacieuse d'une UE réformée en tant que communauté de nations et de régions coopérant dans des domaines où nous avons des intérêts communs qui peuvent être développés au mieux grâce à un travail efficace. Au cœur de toute décision prise par nos responsables politiques figure la question de savoir si elle apporte ou non une valeur ajoutée aux contribuables qui travaillent dur dans l'ensemble de l'Union.

Władysław Ortyl

*Président du groupe des conservateurs et réformateurs européens (ECR)
Maréchal de la voïvodie de Subcarpatie,
Pologne*

Kieran McCarthy

Président du groupe AE



 @EA_CoR
web.cor.europa.eu/ea

De nos jours, nous faisons face à de nombreux défis sociaux et économiques. Les régions et les villes de l'UE restent en première ligne pour y répondre en agissant de manière ciblée, en trouvant des solutions, tout en progressant de manière ambitieuse et durable. La récente pandémie de coronavirus a également montré une fois de plus à quel point les collectivités locales et régionales sont importantes pour la vie des citoyens de l'Union.

Dans toute l'Europe, les présidents de régions, les maires ainsi que les conseillers régionaux et locaux disposent de vastes connaissances et expériences qui peuvent être partagées et visent à alimenter les domaines d'action de l'UE actuels et futurs. Depuis 25 ans, le CdR contribue à la réalisation de la vision de l'UE, tout en posant les questions difficiles, en cherchant à trouver des solutions par le biais du partenariat et en défendant l'éthique de l'Union.



Le CdR est un élément central de l'équipe que forme l'Union européenne. Grâce à la coopération avec les autres institutions européennes, le CdR a mis en place une interface commune avec des personnes vivant aux quatre coins de l'UE. Néanmoins, le Comité doit continuer à adapter ses mécanismes afin de veiller à ce que la voix et les pouvoirs des collectivités locales, régionales et nationales soient dûment pris en compte dans la législation européenne.

Le groupe Alliance européenne estime que l'Union doit avoir une vision forte, qui met en lien les politiques et qui profitera à nos villes ainsi qu'à nos zones rurales et périphériques dans l'ensemble de l'UE. Le partage des connaissances, les investissements financiers et la mise en place d'une réglementation souple sont primordiaux pour créer des

approches innovantes et transversales afin de soutenir une économie européenne équitable et durable sur le plan environnemental.

Enfin, nous ne devons pas oublier qui nous sommes. Oui, nous sommes membres d'une Union européenne, qui apporte des avantages considérables à chacun d'entre nous, mais nous avons tous des cultures, des traditions et des langues différentes. La nécessité de travailler pour et au nom des citoyens de l'UE, tout en respectant la diversité de nos régions, s'avère importante au fur et à mesure que nous progressons et faisons face aux défis de notre époque.

Kieran McCarthy

*Président du groupe Alliance européenne (AE)
Membre du conseil municipal de Cork,
Irlande*



Bernd Voß Satu Haapanen

Coprésidents du groupe «Les Verts»



 @Greens_CoR

web.cor.europa.eu/greens

Des citoyens actifs ainsi que leur participation démocratique sont essentiels tant pour l'Union européenne que pour les régions, les villes et les municipalités afin de façonner l'avenir commun.

Seul un pacte vert pour l'Europe, dans lequel tous les domaines d'action sont systématiquement intégrés – l'agriculture ainsi que l'industrie, les transports, le logement, l'éducation et l'inclusion sociale –, deviendra une stratégie de croissance durable pour l'Europe. Plus nous perdrons de temps avant de parvenir à 100 % d'énergies renouvelables, plus les coûts économiques seront élevés.

La transition juste doit avoir lieu maintenant, car c'est la seule manière de garantir notre bien-être, de bénéficier d'emplois décents et de préserver la mobilité. C'est pourquoi nous devons définir, à l'échelle de l'UE, des objectifs contraignants pour les années à venir afin d'atteindre les objectifs en matière de climat et d'énergie.



Les régions, les villes et les municipalités ont besoin de possibilités d'investissements durables, étant donné que les politiques de l'UE sont largement mises en œuvre aux niveaux régional et local. L'Union doit fournir un soutien financier approprié, et son financement doit contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs de Paris en matière de climat tout en renforçant la justice sociale. **Le Comité européen des régions peut jouer un rôle clé dans la mise en œuvre du pacte vert.**

Les Verts veulent que l'Europe garantisse l'égalité des chances à tous ses citoyens. Nous voulons offrir à nos enfants une éducation de qualité, quel que soit l'endroit où ils grandissent, et leur garantir un avenir synonyme d'espoir et de chances. Nous voulons préserver la biodiversité dans nos forêts et nos mers; nous voulons que le

changement climatique soit stoppé.

Nous nous efforçons de mettre en place des communautés inclusives dans lesquelles les citoyens peuvent être sûrs que leur voix sera entendue et que leurs droits civiques seront respectés. Nous cherchons à créer des emplois qui tiennent compte non seulement des besoins des citoyens, mais aussi de la vulnérabilité de l'environnement.

Nous considérons l'humanité comme un droit de l'homme universel, qui n'est pas négociable et qui constitue la valeur sur laquelle repose l'ensemble de nos actions. Par conséquent, nous demandons instamment que les personnes en situation de vulnérabilité, telles que les réfugiés et les demandeurs d'asile, bénéficient d'un traitement juste et humain. L'Union européenne doit trouver les moyens d'aider les pays en développement à renforcer la démocratie, à lutter contre le changement climatique et à remplir leurs obligations en matière de droits de l'homme.

Satu Haapanen

*Coprésidente du groupe «Les Verts»
Conseillère municipale de la ville d'Oulu,
Finlande*

Bernd VOß

*Coprésident du groupe «Les Verts»
Membre du parlement du Land de
Schleswig-Holstein, Allemagne*









**Comité européen
des régions**

La maison de tous les villages, villes et régions de l'Union européenne.

Contactez-nous!

Le Comité européen des régions (CdR) est l'assemblée politique de l'Union européenne où siègent 329 représentants des collectivités régionales et locales des 27 États membres de l'Union. Ses membres sont des élus, présidents de région, conseillers régionaux, maires ou conseillers municipaux, responsables par la voie du suffrage démocratique devant plus de 446 millions de citoyens européens. Les principales missions du CdR consistent à associer les collectivités régionales et locales et les populations qu'elles représentent au processus décisionnel de l'Union et à les informer au sujet des politiques de l'Union. La Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil sont tenus de consulter le Comité dans les domaines de décision politique intéressant les régions et les villes. Le Comité des régions peut également saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour faire respecter le droit de l'Union en cas de violation du principe de subsidiarité ou de non-respect des compétences des collectivités régionales et locales.

Juin 2020

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË | Tel. +3222822211 | www.cor.europa.eu
[@EU_CoR](https://twitter.com/EU_CoR) | [/european.committee.of.the.regions](https://www.facebook.com/european.committee.of.the.regions) | [/european-committee-of-the-regions](https://www.linkedin.com/company/european-committee-of-the-regions) | [eu_regions_cities](https://www.instagram.com/eu_regions_cities)

